

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité · Diaspora · Sud Global

VOL. I · N° 08 · VENDREDI 3 JUILLET 2026 · CONFIDENTIEL

Noeîn & Cie.

E X P E R T I S E

T H È M E D E L ' É D I T I O N

**Ruptures fondatrices : diplomatie confédérale,
minerais critiques et réparations,
*la traçabilité africaine s'institutionnalise.***

§ § §

L E S T R O I S F A I T S S A I L L A N T S D E L A Q U I N Z A I N E

- 1** Rupture Burkina, France du 26 juin et institutionnalisation accélérée de la Confédération des États du Sahel (Affaires étrangères à Bamako, parlements à Ouagadougou, sectoriel Jeunesse-Sports-Emploi).
- 2** Pivot du cobalt de la République démocratique du Congo vers l'Occident (accord tripartite EVELution Energy, Trafigura et prix stabilisé à 26 dollars la livre), sur fond de crise de dette sénégalaise à 132 % du PIB et de mission FMI à Dakar.
- 3** Engagement d'Accra sur les réparations : 46 paragraphes adoptés au 6e Sommet UA, CARICOM à Addis Abeba, doctrine africaine de la conditionnalité qui renverse l'ordre des exigences.

Sommaire du Bulletin N°08

Éditorial du Fondateur & Président	p. 3
Rubrique 1 Diplomatie & Géopolitique (10 brèves)	p. 4
Rubrique 2 Économie & Intelligence Économique (10 brèves)	p. 7
Rubrique 3 Gouvernance & Organisations (10 brèves)	p. 10
Rubrique 4 Cybersécurité & Souveraineté Numérique (10 brèves)	p. 13
Rubrique 5 Diaspora & Afro-Descendance (6 brèves)	p. 16
Rubrique 6 Sud Global & Afrique (6 brèves)	p. 18
Grande Analyse AES trois ans après : anatomie d'une confédération	p. 20
Tribune Doctrinale La conditionnalité africaine	p. 23
Dossier de Fond AES 2023-2026 : chronologie, FU-AES, BCID	p. 25
Focus Pays Burkina Faso post-rupture	p. 28
Agenda des deux prochaines semaines (3-17 juillet)	p. 30
Le Saviez-Vous (3 encarts)	p. 32
Ressources & Publications (10 références)	p. 33

Éditorial du Fondateur & Président

L'Afrique des ruptures : quand la souveraineté devient doctrine d'État

De la rupture diplomatique au pivot des minerais critiques, la quinzaine qui a institutionnalisé le refus africain

C'est dans l'addition des ruptures que se lit une doctrine. Non dans la singularité d'un acte de résistance, ni dans la chaleur rhétorique d'un discours à la tribune d'un sommet, mais dans la séquence, dans la méthode, dans la traçabilité des décisions qui se suivent et se confortent. La quinzaine du 18 juin au 2 juillet 2026 aura produit une séquence de cet ordre : trois réunions ministérielles de l'Alliance des États du Sahel (Affaires étrangères à Bamako le 20 juin, Défense le même jour, Sécurité à Ouagadougou le 1er juillet), un atelier de préparation du document-cadre stratégique AES-CEDEAO à Ouagadougou (23-25 juin), la rupture diplomatique du Burkina Faso avec la République française le 26 juin, et, dans le même espace de deux semaines, la confiscation par la RDC de quotas d'exportation de cobalt non consommés pour alimenter la transformation locale et la stabilisation du prix du cobalt à 26 dollars la livre après un moratoire sans précédent. Ce n'est pas une coïncidence. C'est une grammaire.

Cette grammaire, nous l'observons depuis les premières parutions de ce bulletin. Elle a plusieurs noms selon les registres où elle s'exprime : souveraineté informationnelle lorsqu'elle porte sur la maîtrise des données et des narratifs, intelligence économique souveraine lorsqu'elle touche à la valorisation des ressources, conditionnalité africaine lorsqu'elle redéfinit les termes des partenariats extérieurs, architecture africaine de la décision lorsqu'elle construit les institutions qui rendent ces choix irréversibles. Ce que la quinzaine démontre, c'est que ces registres ne sont plus séparés. Ils convergent vers une même posture : l'Afrique stratège, qui ne subit plus les termes des engagements mais les négocie, les fixe et, le cas échéant, les rompt.

La rupture du Burkina Faso avec la France, le 26 juin 2026, illustre parfaitement cette convergence. Il serait réducteur de la lire comme un acte d'humeur. La chronologie contredit cette lecture : cinq jours avant la rupture, les ministres des Affaires étrangères de l'AES adoptaient à Bamako une feuille de route diplomatique commune incluant la diversification des partenariats extérieurs. Trois jours avant, Ouagadougou accueillait un atelier AES-CEDEAO. La rupture du 26 juin n'est pas le début d'un processus : elle en est l'aboutissement planifié. Le Burkina est devenu le troisième pays de l'AES à solder formellement ses relations avec Paris, après le Mali et le Niger.



Deve Maboungou

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noein & Cie.

Sur le front des minerais critiques, la séquence congolaise produit une démonstration d'une autre nature, mais d'une égale portée doctrinale. La RDC a confisqué fin juin 2026 les quotas d'exportation de cobalt non consommés par les opérateurs. Le résultat est saisissant : la Chine n'a reçu que 5 000 tonnes métriques entre janvier et avril 2026, contre près de 200 000 tonnes sur la même période en 2025. Le prix du cobalt se stabilise à 26 dollars la livre. Un accord tripartite signé à Madrid le 13 mai 2026 entre EVELUTION Energy, EGC et Trafigura trace une chaîne d'approvisionnement directe vers les États-Unis. C'est le pivot le plus visible, le plus mesurable et le plus structurant de la quinzaine.

C'est ici que la notion de conditionnalité africaine prend tout son sens opérationnel. Ce que la séquence congolaise inaugure, et ce que la rupture burkinabè confirme dans un autre registre, c'est l'inversion du mouvement : c'est l'Afrique qui pose ses conditions à l'accès à ses ressources, qu'elles soient minières, diplomatiques ou informationnelles. Partenariat doctrinal et non sentimental, disait déjà ce bulletin dans ses premières livraisons. La doctrine est en train de prendre corps.

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noein & Cie

Vendredi 3 juillet 2026

Diplomatie & Géopolitique

[DIPLOMATIE • BURKINA FASO-FRANCE]

Rupture diplomatique consommée : le troisième palier de la désolidarisation sahélienne

Le 26 juin 2026 à la télévision nationale burkinabè, le porte-parole du gouvernement Pingdwendé Gilbert Ouédraogo a lu le communiqué officiel annonçant la rupture des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la République française, avec effet immédiat. Le gouvernement burkinabè invoque un activisme incessant de Paris contre les intérêts du pays, des ambitions néocoloniales et un soutien à des réseaux subversifs. Paris a qualifié la décision d'hostile et sans fondement. La rupture s'inscrit dans une séquence planifiée : feuille de route diplomatique commune AES le 20 juin, atelier cadre CEDEAO le 23-25 juin, puis rupture le 26 juin. Le Burkina Faso est le troisième membre de l'AES à solder formellement ses relations avec Paris, après le Mali et le Niger. La France ne disposait plus d'ambassadeur à Ouagadougou depuis janvier 2023 : la rupture nomme une réalité existante depuis trois ans. Le Quai d'Orsay réitère sa solidarité avec le peuple burkinabè tout en regrettant la dérive préoccupante des autorités, formule qui révèle l'impuissance d'un retrait auquel Paris résiste encore diplomatiquement sans moyen d'action réel.

Sources : [Burkina24, 26 juin 2026](#) · [Diplomatie.gouv.fr, 26 juin 2026](#)

[DIPLOMATIE • AES]

Triple palier ministériel AES (20 juin, 20 juin, 1er juillet) : la feuille de route confédérale prend corps

La quinzaine a produit trois réunions ministérielles AES en deux semaines : les ministres des Affaires étrangères à Bamako le 20 juin, ceux de la Défense le même jour dans la même ville, et les ministres de la Sécurité à Ouagadougou le 1er juillet. Cette cadence soutenue traduit une volonté politique réelle d'institutionnalisation. À Bamako, les ministres Karamoko Jean Marie Traoré (Burkina), Abdoulaye Diop (Mali) et Bakary Yaou Sangaré (Niger) ont adopté une feuille de route diplomatique sur trois axes : coordination dans les enceintes multilatérales, représentation diplomatique conjointe dans les pays tiers, création d'une carte diplomatique confédérale commune. La préparation de la 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU a figuré en bonne place. À Ouagadougou, les ministres de la Sécurité ont travaillé à l'harmonisation des instruments de coopération sécuritaire, l'interopérabilité des forces et les procédures de libre circulation. L'état-major unifié, déjà fonctionnel à Niamey, constitue la colonne vertébrale opérationnelle de ce dispositif en construction.

Sources : [BeninWebTV, 21 juin 2026](#) · [LeFaso.net, 22 juin 2026](#) · [Faso Actu, 29 juin 2026](#)

[DIPLOMATIE • AES-CEDEAO]

L'AES prépare son cadre stratégique pour négocier avec la CEDEAO, posture de voisinage utile

Du 23 au 25 juin 2026, Ouagadougou a accueilli un atelier réunissant experts, diplomates et hauts fonctionnaires des trois États de l'AES pour élaborer un document-cadre stratégique destiné à structurer les futures consultations avec la CEDEAO. Les travaux ont couvert l'intégration régionale, la libre circulation, la coopération économique et la sécurité. Ce document sera transmis en amont des négociations que le médiateur désigné Lansana Kouyaté devra conduire. Cette démarche illustre un changement de posture : de la rupture proclamée à une négociation pilotée, visant non le retour mais un voisinage utile. Le 18 juin 2026, la CEDEAO avait tenu à Abuja une réunion où Kouyaté a présenté un rapport d'étape, confirmant la poursuite du dialogue AES-CEDEAO. L'échéance du 29 juillet 2026, expiration de la période de grâce de six mois accordée par la CEDEAO, impose une cadence aux négociations.

Sources : [LeFaso.net, 23 juin 2026](#) · [La Nouvelle Tribune, 23 juin 2026](#)

El-Obeid assiégée, la date-limite américaine du 4 juillet manquée : l'impasse soudanaise s'institutionnalise

Le 18 juin 2026, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a averti : Nous ne devons pas permettre que les horreurs d'El-Fasher se répètent à El-Obeid. Les Forces de soutien rapide (FSR) encerclent la capitale du Kordofan du Nord, pilonnant la ville par drones depuis le 6 juin, causant une cinquantaine de morts civils. Le 20 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU signale un risque imminent d'atrocités de masse. L'administration Trump avait fixé le 4 juillet 2026 comme date-cible pour un accord de paix. Cette échéance symbolique est désormais dépassée : les Forces armées soudanaises (FAS) avaient rejeté le plan Boulos dès février 2026, refusant toute médiation intégrant les EAU accusés d'armer les FSR. Le 27 juin, les FAS annoncent avoir brisé le siège de Dilling au Kordofan du Sud, signe d'un rééquilibrage progressif des alliances régionales.

Sources : [Le Monde, 23 et 26 juin 2026](#) · [La Nouvelle Tribune, 24 février 2026](#)

RDC-M23 : accords sur papier, guerre persistante, retrait MONUSCO du Sud-Kivu

Un rapport de l'ONU rendu public le 27 juin 2026 documente le paradoxe congolais : depuis la signature de l'accord RDC-Rwanda à Washington et la déclaration de principes avec le M23 à Doha, les combats se poursuivent. Le M23, toujours soutenu par les forces rwandaises selon les Nations unies, consolide des administrations parallèles à Goma et Bukavu. La MONUSCO a documenté 632 morts civils au Nord-Kivu et en Ituri depuis le 19 mars 2026. Un rapport de Global Witness révèle que plus de 2 000 tonnes de coltan de contrebande extraites des mines de Rubaya sous contrôle M23 alimentent les chaînes d'approvisionnement mondiales, les exportations rwandaises de coltan ayant plus que doublé en trois ans. Le 25 juin, la MONUSCO a clôturé ses opérations au Sud-Kivu, marquant la fin de 20 ans de présence dans la province.

Sources : [ONU Info, 27 juin 2026](#) · [Congo Quotidien, 13 juin 2026](#)

49e Conseil exécutif UA à El Alamein (24-27 juin) : cohérence institutionnelle sous double tension

La 49e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine s'est tenue les 24 et 25 juin 2026 à El Alamein, en Égypte, suivie le 27 juin de la 8e Réunion de coordination semestrielle UA-CER. La réunion s'inscrit dans un double contexte de tension : budgétaire (le président de la Commission Mahmoud Ali Youssouf a annoncé une politique d'austérité pour le budget 2027) et sécuritaire (crise RDC-M23 et guerre soudanaise au centre des délibérations). L'enjeu structurant est la cohérence d'une architecture institutionnelle fissurée par la sortie des trois États de l'AES de la CEDEAO. La réunion a préparé la session extraordinaire de Luanda sur la prévention des conflits. L'appel de la Commission à un surcroît de financement propre des institutions panafricaines illustre la tension permanente entre ambitions continentales et moyens autonomes.

Sources : [Union africaine, peaceau.org, 24-27 juin 2026](#)

Deuxième attaque contre l'aéroport de Niamey en six mois : Africa Corps en défense opérationnelle (18 juin)

Le 18 juin 2026, des combattants du JNIM (branche sahélienne d'Al-Qaïda) ont lancé une attaque suicide contre l'aéroport international Diori Hamani de Niamey. Bilan officiel : 13 morts du côté nigérien (11 soldats, 2 civils), 22 assaillants neutralisés, une vingtaine de suspects arrêtés. Les assaillants n'ont pas réussi à pénétrer dans l'aérogare, contrairement à l'attaque du 28-29 janvier 2026. L'attaque intervient cinq jours après la réunion ministérielle AES à Bamako. La junte nigérienne a, sans preuve, imputé l'attaque à des mercenaires financés par Macron ; la revendication formelle du JNIM via son bras médiatique Az-Zallaqa contredit cette version. L'analyse du Policy Center for the New South (Rabat, avril 2026) qualifie ce partenariat sécuritaire Niger-Russie de souveraineté sécuritaire intégrée : Africa Corps a participé à la défense du site aux côtés des Forces armées nigériennes.

Sources : [Le Monde, 18 juin 2026](#) · [Agence Fides, 19 juin 2026](#)

[DIPLOMATIE · CHINE-AFRIQUE]

Régime zéro droit de douane chinois pour 53 pays africains : contrepoids structurel aux restrictions américaines

Depuis le 1er mai 2026, la Chine applique un traitement zéro droit de douane à 100 % des lignes tarifaires pour les 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. La mesure, valable jusqu'au 30 avril 2028, fait de la Chine la première économie majeure à mettre en oeuvre une politique unilatérale et globale de droits nuls couvrant l'ensemble du continent. Elle étend à 20 économies africaines supplémentaires (dont l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria, l'Algérie et le Kenya) un dispositif déjà applicable aux 33 pays les moins avancés depuis décembre 2024. La Chine renonce à environ 1,4 milliard de dollars de recettes douanières annuelles. Les importations chinoises en provenance d'Afrique ont connu une hausse de 17,6 % au premier trimestre 2026. Cette mesure constitue un contrepoids structurel aux restrictions commerciales imposées par Washington à l'Afrique depuis l'élection Trump.

Sources : [Africanews, 30 avril 2026](#) · [Blueberriesconsulting.com, 12 juin 2026](#)

[DIPLOMATIE · MOZAMBIQUE]

Cabo Delgado : financement confirmé du déploiement rwandais, ISM adapte sa tactique

Le gouvernement mozambicain a officiellement confirmé qu'il financera la présence des 2 000 soldats de la Rwanda Defence Force (RDF) à Cabo Delgado. Malgré ce déploiement conjoint, l'État islamique Mozambique (ISM) maintient une présence opérationnelle significative : tirs de mortier sur des positions militaires à Macomia, piraterie maritime (au moins 12 bateaux détournés), déplacement continu des zones de présence. Plus de 60 000 personnes ont été déplacées dans les dernières semaines. La formalisation financière directe entre Maputo et Kigali, sans intermédiaire, marque l'aboutissement de la rencontre Chapo-Kagame à Kigali le 13 mai 2026. Le signal doctrinal est clair : la sécurité régionale africaine se privatise progressivement dans des arrangements bilatéraux, hors des architectures de la SADC ou de l'UA.

Sources : [ACLED, Mozambique Conflict Monitor, 3 juin 2026](#) · [African Security Analysis, juin 2026](#)

[DIPLOMATIE · SAHEL CÔTIER]

La menace sahélienne déborde vers Bénin et Togo, la fracture AES-CEDEAO fragilise la réponse collective

La situation sécuritaire au Sahel central en fin juin 2026 révèle un phénomène structurant : le débordement de la menace jihadiste vers les pays côtiers. Le nord du Bénin a subi de nouvelles attaques (Kourou Koualou, 25-26 mai 2026), le Togo fait face à des incursions dans la région des Savanes. La CEDEAO avait alloué lors de son 68e sommet 2,85 millions de dollars d'urgence à chacun des États membres affectés : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et Togo. Cette allocation souligne que la menace sahélienne n'est plus cantonnée aux trois États de l'AES. Elle crée une pression structurelle sur des États qui avaient jusqu'alors résisté à la contagion jihadiste, tout en accentuant le besoin d'une coopération sécuritaire régionale que la fracture AES-CEDEAO a paradoxalement fragilisée.

Sources : [Sahel.Watch, panorama géopolitique juin 2026](#) · Africa24TV

Économie & Intelligence Économique

[ÉCONOMIE • MINÉRAIS CRITIQUES]

RDC-cobalt : quotas confisqués, prix à 26 dollars la livre, pivot occidental par accord tripartite

La RDC a confisqué fin juin 2026 les quotas d'exportation de cobalt non consommés par les opérateurs pour alimenter la transformation locale, confirmant sa stratégie de contrôle de l'offre mondiale. Depuis l'instauration d'un régime de quotas en octobre 2025 (après un moratoire d'exportation de février), la Chine n'a reçu que 5 000 tonnes métriques entre janvier et avril 2026, contre près de 200 000 tonnes sur la même période en 2025. Le prix du cobalt se stabilise à 26 dollars la livre, plus du double du niveau d'avant l'embargo. Un accord tripartite (Evelution Energy, EGC, Trafigura) signé le 13 mai 2026 à Madrid vise à créer une chaîne d'approvisionnement directe entre la RDC et les États-Unis pour le cobalt hydroxyde. Ce pivot géopolitique vers l'Occident recompose la cartographie des flux miniers critiques à l'échelle globale. La RDC a par ailleurs taxé depuis début juin 2026 le lithium, le tantale, le niobium, le tungstène, l'uranium et les terres rares à 10 % de redevance.

Sources : [Reuters, 24 juin 2026](#) · [BETO Media, 26 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • SÉNÉGAL]

Crise de dette cachée à 132 % du PIB : eurobonds à 51 cents, mission FMI, risque de contagion régionale

La crise de dette souveraine sénégalaise franchit un seuil critique en juin 2026. La dette publique atteint 132 % du PIB à la suite de la révélation d'une sous-déclaration d'environ 7 milliards de dollars héritée de l'ère Sall, qualifiée par le FMI de cas le plus grave jamais documenté en Afrique subsaharienne. Les eurobonds 2048 s'échangent à 51 cents pour un dollar début juin. Le programme de 1,8 milliard de dollars reste gelé depuis fin 2024. Une mission technique FMI s'est rendue à Dakar à partir du 15 juin 2026 pour des discussions sur la restructuration, sans accord immédiat. Les banques ivoiriennes sont exposées à hauteur de 40 % selon certaines estimations. Ce dossier constitue le cas d'école régional des risques associés aux asymétries informationnelles dans la gestion des finances publiques.

Sources : [Institut des Sciences Stratégiques, 13 juin 2026](#) · [Scoop-Afrique, 22 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • MINÉRAIS STRATÉGIQUES]

Eramet-Gabon : recapitalisation de 500 millions d'euros, convoitise du consortium américano-émirati Orion CMC

Le groupe minier français Eramet, acteur dominant du manganèse gabonais via sa filiale Comilog, traverse une crise capitalistique majeure : perte nette de 477 millions d'euros en 2025 et recapitalisation de 500 millions d'euros votée fin mai 2026. Le consortium Orion Critical Mineral Consortium (Orion CMC), soutenu par la DFC américaine et le fonds souverain émirati ADQ, est en discussions avancées pour acquérir les parts de la famille Duval, premier actionnaire privé. Un mémorandum d'entente non contraignant entre Glencore et Orion CMC portant sur des actifs miniers en RDC avait été révélé depuis Washington le 3 février 2026. Si l'opération sur Eramet aboutissait, elle marquerait l'entrée de capitaux américains et émiratis dans un fleuron minier historiquement français, dont l'État détient 27 % du capital. Le manganèse gabonais, indispensable aux aciers spéciaux et aux batteries, devient un enjeu de transfert de contrôle entre Paris, Washington et Abu Dhabi.

Sources : [Cauris Media, 15 juin 2026](#) · [Forbes Afrique, 16 juin 2026](#)

NDB : 1 milliard de dollars pour l'infrastructure urbaine de l'Afrique du Sud, alternative sans conditionnalité

Le 17 juin 2026, la Nouvelle Banque de Développement (NDB), institution financière multilatérale fondée par les BRICS en 2015, a approuvé un prêt pouvant atteindre 1 milliard de dollars en faveur de l'Afrique du Sud. Ce financement cible les infrastructures urbaines dans huit métropoles : Cape Town, Buffalo City, eThekweni, Johannesburg, Mangaung, Nelson Mandela Bay, Ekurhuleni et Tshwane. Avec ce prêt, le portefeuille cumulé de la NDB dépasse 42,9 milliards de dollars pour 139 projets approuvés. Ce signal confirme la montée en puissance de la NDB comme alternative aux instruments du Groupe Banque mondiale, avec une logique sans conditionnalités politiques explicites, rompant avec le paradigme de Bretton Woods.

Sources : [Reuters, 17 juin 2026](#) · [CNBC Africa](#)

DRC Mining Week : 3,5 millions de tonnes de cuivre, démarrage lithium industriel au S2 2026, 199 millions d'exploration

La 21e édition de la DRC Mining Week (Lubumbashi, 17-19 juin 2026) a posé les jalons stratégiques de la transformation minière congolaise. Le ministre des Mines Louis Watum Kabamba a confirmé une production de cuivre de 3,5 millions de tonnes en 2025, consolidant le rang de premier producteur mondial, et annoncé le démarrage de la production commerciale de lithium au cours du second semestre 2026. Thème central : La transformation de la RDC : d'acteur local à plaque tournante mondiale des minerais critiques. Le gouvernement mobilise parallèlement 199 millions de dollars pour l'exploration géologique dans le bloc Katanga 1A. Cette accélération de la valorisation locale, combinée aux nouvelles redevances à 10 % sur les minerais stratégiques et aux quotas de cobalt, dessine un modèle doctrinal cohérent : contrôle de l'offre, taxation renforcée, transformation locale obligatoire.

Sources : [Strong2KinMoov, 18 juin 2026](#) · [Invest-Time, 2 juin 2026](#)

Corridor de Lobito : 4 milliards engagés, la RDC élargit le périmètre aux corridors Lobito et Banana

Le corridor ferroviaire et multimodal de Lobito consolide son financement avec plus de 4 milliards de dollars engagés sur un coût total estimé à 5 milliards. La Société américaine de financement du développement (DFC) apporte 553 millions de dollars, l'Union européenne 116 millions au titre de Global Gateway, la SADC 200 millions. Le 24 juin 2026, le comité interministériel congolais de pilotage a élargi le Projet de facilitation du commerce (PFCIGL) aux corridors de Lobito et de Banana, adoptant un budget réajusté de 17,5 millions de dollars. Ce corridor constitue l'épine dorsale de la stratégie occidentale d'accès aux minerais critiques africains sans dépendance aux chaînes logistiques chinoises. L'exploitation est concédée pour 30 ans au consortium Lobito Atlantic Railway (Trafigura, Mota-Engil, Vecturis).

Sources : [Afrique Confidentielle, 8 juin 2026](#) · [Decrypt-Eco, 24 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • MACROÉCONOMIE]

Consensus BAD-FMI-BM : croissance africaine entre 4,0 et 4,3 % en 2026, inflation à 10,4 %, hétérogénéité persistante

Les trois institutions de référence ont convergé en juin 2026 vers des projections révisées à la baisse. La Banque mondiale fixe la croissance de l'Afrique subsaharienne à 4,0 % pour 2026 (contre 4,1 % en 2025), révisée à la baisse de 0,3 point. La Banque africaine de développement table sur 4,2 % (après 4,4 % en 2025), identifiant un déficit annuel de financement de 1 300 milliards de dollars. Le FMI anticipe 4,3 %, également révisé à la baisse de 0,3 point. L'inflation continentale est estimée à 10,4 % en 2026, malgré une maîtrise relative dans l'espace UEMOA (1,6 % selon la BCEAO). La BCEAO, réunie en comité de politique monétaire le 10 juin 2026, a maintenu son taux directeur à 3,00 %. La forte hétérogénéité structurelle persiste : la Zambie et l'Éthiopie tirent vers le haut, quand le Sénégal, pénalisé par sa crise de dette, plonge à 2,2 % de croissance prévue en 2026 contre 6,7 % en 2025.

Sources : [Banque mondiale, Global Economic Prospects, 11 juin 2026](#) · [FMI, 15 juin 2026](#) · [BCEAO, 10 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • COMMERCE]

ZLECAf : commerce intra-africain vers 250 milliards de dollars en 2026, partenariat Gabon signé

Le Secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, a déclaré à la conférence Invest Lagos 3.0 que le volume des échanges intra-africains pourrait atteindre 250 milliards de dollars à la fin de 2026, contre 220 milliards en 2025, soit une hausse d'environ 14 %. Le rapport Afreximbank African Trade and Economic Outlook 2026 confirme une progression de 5,5 % à 10 %, portée par l'entrée en vigueur du PAPSS. Du 18 au 19 juin 2026, le Secrétaire général a effectué une visite officielle au Gabon, scellant avec les autorités gabonaises et le secteur privé un partenariat de mise en oeuvre visant à convertir le potentiel industriel et exportateur du Gabon en accès réel aux marchés continentaux. Les 1er et 2 juillet, Lagos a accueilli le Forum sur le commerce numérique de la ZLECAf 2026.

Sources : [Afrinz/APAnews, 15 juin 2026](#) · [AU-AfCFTA.org, 22 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • ACTEURS EXTÉRIEURS]

Turquie-EAU : axe Casablanca-Istanbul, Abu Dhabi dans le capital minier africain, contre-modèle franco-britannique

Deux acteurs du Sud géopolitique densifient leurs ancrages économiques africains en juin 2026. La Turquie a scellé le 23 juin 2026 un partenariat stratégique entre Casablanca Finance City Authority (CFCA) et Istanbul Financial Center (IFC), visant à canaliser les capitaux turcs et les multinationales turques vers l'Afrique via le hub marocain, qui regroupe 280 entreprises présentes dans 53 pays africains. Les Émirats arabes unis, via le fonds souverain ADQ et la DFC américaine au sein du consortium Orion CMC, se positionnent pour prendre le contrôle des actifs manganèse d'Eramet au Gabon. Ces convergences dessinent un axe Golfe-Méditerranée-Afrique subsaharienne qui court-circuite les partenariats traditionnels franco-britanniques.

Sources : [Afrik.com, 25 juin 2026](#) · [Forbes Afrique, 16 juin 2026](#)

[ÉCONOMIE • INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE]

9e Journée africaine de l'IE à Yaoundé : l'appel de Yaoundé, institutionnalisation de l'architecture souveraine

La 9e Journée africaine de l'intelligence économique (JAIE), organisée le 29 mai 2026 à l'ENAM de Yaoundé, a réuni ministères, grandes écoles et secteur privé sous le thème Le Pouvoir de l'information stratégique. L'événement a abouti à l'appel de Yaoundé, consacrant l'union des forces locales autour d'une architecture IE nationale impliquant le MINREX, le MINCOM, le MINEPAT et des acteurs privés. Pour l'experte Hadidjatou Mamoudou, les nouvelles armes de guerre s'appellent technologies critiques et flux informationnels. Cette institutionnalisation répond à une réalité concrète : la captation des données géologiques congolaises par des acteurs étrangers depuis l'époque coloniale, les asymétries informationnelles dans les négociations minières, et la dépendance aux modèles d'évaluation normatifs des IFI.

Sources : [Investir au Cameroun, 3 juin 2026](#) · [E-Gov.Africa, 2 juin 2026](#)

Gouvernance & Organisations

[GOUVERNANCE • SADC]

Triple sommet extraordinaire SADC en dix jours : mobilisation sécuritaire sans précédent

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a tenu trois réunions extraordinaires en moins de dix jours : la Réunion de la Troïka du 22 juin, une consultation RDC du 24 juin, et le Sommet extraordinaire des Chefs d'État en format virtuel le 29 juin 2026, sous la présidence du Président sud-africain Cyril Ramaphosa. Ce sommet du 29 juin a réuni les présidents du Botswana, de l'Eswatini, de la Namibie, du Zimbabwe et de la Tanzanie, ainsi que des représentants délégués de l'Angola, de la RDC, du Lesotho et de Madagascar. L'agenda couvrait deux foyers d'instabilité : la crise politique à Madagascar et la persistance des groupes armés dans le Kivu. La SADC tient par ailleurs sa Réunion des ministres des Finances et de l'Investissement à Harare le 2 juillet 2026, préparatoire au 46e Sommet ordinaire des Chefs d'État prévu les 16-17 août 2026 à Durban.

Sources : [SADC, communiqué officiel du Sommet extraordinaire, 29 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE • AES]

Institutionnalisation AES : Affaires étrangères à Bamako, parlements à Ouagadougou, intégration sectorielle

La Confédération AES produit en cette quinzaine une double institutionnalisation. D'une part, la réunion ministérielle des Affaires étrangères à Bamako (20 juin) a adopté la feuille de route diplomatique de l'An II, définissant les orientations pour renforcer la présence confédérale internationale. Les présidents des parlements de transition des trois États se sont réunis le 29 juin à Ouagadougou pour renforcer la coopération parlementaire confédérale, signal institutionnel important dans des pays sous administration militaire. D'autre part, la réunion des ministres de la Jeunesse, des Sports et de l'Emploi (24-26 juin) a produit cinq documents d'intégration couvrant la mobilité des jeunes, la reconnaissance mutuelle des qualifications sportives et un cadre régional de l'emploi. La Confédération ne se limite plus au seul registre sécuritaire : elle construit, dans le même mouvement, ses fondations civiles.

Sources : [LeFaso.net, 22 juin 2026](#) · [Burkina Faso News Pravda, 27 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE • AES-CEDEAO]

Document-cadre AES pour la CEDEAO : la rupture s'organise en négociation pilotée

L'atelier d'Ouagadougou (23-25 juin 2026) a produit un document-cadre stratégique destiné à structurer les futures consultations AES-CEDEAO. Ce document porte sur les dossiers en suspens depuis la sortie de la CEDEAO effective au 29 janvier 2025 : libre circulation des personnes, statut des ressortissants des pays AES dans l'espace CEDEAO, accords commerciaux, coopération sécuritaire. Cette double dynamique révèle que, malgré la rupture formelle, les deux blocs maintiennent des canaux de dialogue fonctionnels sur des enjeux d'intérêt mutuel. L'AES distingue la rupture institutionnelle de la coopération technique et économique, en refusant de laisser l'idéologie de l'émancipation paralyser des relations de voisinage indispensables. Cette posture pragmatique tranche avec la rhétorique de rupture totale.

Sources : [LeFaso.net, 23 juin 2026](#) · [Allafrica, 24 juin 2026](#)

3e Réunion consultative conjointe CPS-UA et MSC-CEDEAO à Abuja (30 juin) : coopération sécuritaire maintenue

Le 30 juin 2026 à Abuja, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a tenu sa 3e Réunion consultative annuelle conjointe avec le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO. L'agenda portait sur les dossiers sécuritaires partagés : engagement avec les trois pays de l'AES, développement d'un cadre de coopération sécuritaire UA-CEDEAO avec ces États, relance du Processus de Nouakchott, du Plan d'action de la CEDEAO contre le terrorisme, de l'Initiative d'Accra et de la Force multinationale mixte. Ce signal institutionnel est fort : malgré la rupture formelle avec l'AES, les deux organisations maintiennent un agenda sécuritaire concerté sur le Sahel. La coopération institutionnelle survit à la fracture politique.

Sources : [Amani Africa, 29 juin 2026](#)

Sommet de Freetown fixé au 19 juillet : refonte complète de la Commission, Guinée réintégrée

Le prochain Sommet ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO est convoqué le 19 juillet 2026 à Freetown (Sierra Leone). Ce sommet revêt une importance institutionnelle considérable : la Conférence a acté la fin des mandats de la direction de la Commission de la CEDEAO au 14 juillet 2026, ouvrant la voie à une refonte complète de la direction exécutive. Le processus de sélection des nouveaux responsables doit aboutir lors de cette réunion. Pour la Guinée, ce sommet est symbolique : le Président Mamadi Doumbouya y participera pour la première fois en qualité de Président élu, après des élections législatives et communales marquant la fin officielle de la transition. La réorganisation institutionnelle de la CEDEAO intervient au moment où l'organisation doit gérer simultanément la sortie de trois membres.

Sources : [APAnews, 25 juin 2026](#) · [Africa Guinée, 28 juin 2026](#)

Jeunesse-Sports-Emploi AES : 5 documents d'intégration, preuve de construction confédérale par le bas

La réunion des ministres chargés des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi de la Confédération AES (Ouagadougou, 24-26 juin 2026) a produit cinq documents d'intégration couvrant la mobilité des jeunes, la reconnaissance mutuelle des qualifications sportives, les échanges culturels et la création d'un cadre régional de l'emploi. Cette réunion sectorielle illustre la stratégie AES d'approfondir l'intégration secteur par secteur. Elle est significative à un double titre : d'abord, elle démontre que la Confédération ne se limite plus à la seule dimension sécuritaire ; ensuite, elle intervient simultanément avec les ruptures diplomatiques de haut niveau, signalant une capacité à construire les fondations civiles de la Confédération indépendamment de la turbulence géopolitique ambiante.

Sources : [Faso7, 24 juin 2026](#) · [Burkina Faso News Pravda, 27 juin 2026](#)

ZLECAf-Gabon : premier partenariat de mise en oeuvre post-transition, signal de réintégration continentale

À l'issue d'une visite officielle au Gabon les 18 et 19 juin 2026, le Secrétaire général de la ZLECAf Wamkele Mene a conclu un partenariat de mise en oeuvre avec les autorités gabonaises et le secteur privé, reçu au plus haut niveau de l'État par le Président Brice Clotaire Oligui Nguema et les deux Vice-Présidents. Objectif : convertir le potentiel industriel et exportateur du Gabon (filiales bois, manganèse et pétrole transformé) en accès réel au marché continental. Ce partenariat est le premier du genre pour le Gabon depuis la transition vers la 5e République en 2025. Il signale la réintégration du Gabon dans le circuit de la gouvernance économique continentale après la crise institutionnelle de 2023-2025.

Sources : [Secrétariat ZLECAf, 22 juin 2026](#) · [Biba241, 20 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE • IGAD]

IGAD : Hub régional fertilisants à Nairobi, sécurité alimentaire comme levier d'intégration

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a inauguré le 25 juin 2026 à Nairobi le Comité de pilotage et le Comité technique du Hub IGAD pour la santé des sols et les fertilisants, dans le cadre du Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP), soutenu par la Banque mondiale. Ce Hub régional vise à créer une plateforme de réponse à la dégradation des terres et à la faible productivité agricole dans les États membres, notamment Djibouti, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Éthiopie. Cette double initiative positionne l'IGAD comme acteur central de la résilience alimentaire dans la Corne de l'Afrique, domaine moins médiatisé que la sécurité mais structurellement aussi déterminant pour la stabilité régionale.

Sources : [IGAD, 26 juin 2026](#) · [Standard Media Kenya, 24 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE • ÉTHIOPIE]

Éthiopie : le PP d'Abiy Ahmed remporte 438 sièges sur 486, reconductibilité en question

La Commission électorale nationale éthiopienne a annoncé le 22 juin 2026 les résultats officiels des élections législatives du 1er juin : le Parti de la prospérité du Premier ministre Abiy Ahmed a remporté 438 des 486 sièges de la Chambre des représentants des peuples (environ 90 %). Ces résultats reconduisent Abiy Ahmed pour un nouveau mandat dans le pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne, dans un contexte de critiques croissantes sur la fermeture de l'espace politique et les tensions persistantes dans les régions Amhara et Oromia. La Mission d'observation électorale IGAD a qualifié le scrutin de pacifique, ordonné et réussi, une qualification en tension avec les analyses indépendantes de Chatham House documentant l'absence d'opposition significative et l'emprisonnement de candidats potentiels.

Sources : [Africanews, 22 juin 2026](#)

[GOUVERNANCE • DROITS]

CADHP : arrêt de compétence RDC c. Rwanda, tournant jurisprudentiel pour l'architecture continentale

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), siégeant à Arusha, s'est déclarée compétente et a jugé recevable la requête de la République démocratique du Congo contre le Rwanda dans son arrêt du 26 juin 2025, dont les implications structurent l'agenda institutionnel de 2026. La RDC invoque des violations massives des droits humains sur son territoire impliquant les autorités rwandaises. Toutes les exceptions d'irrecevabilité soulevées par Kigali ont été rejetées. L'affaire entre en phase de fond, avec des audiences prévues en 2026. Cet arrêt constitue la première décision interétatique de la CADHP après vingt ans d'existence institutionnelle : tournant jurisprudentiel majeur, il représente un levier de pression diplomatique pour Kinshasa et un test central pour la crédibilité de l'architecture continentale des droits de l'homme.

Sources : [DW Afrique, 26 juin 2025](#) · [Cour africaine, dossier 007/2023](#)

Cybersécurité & Souveraineté Numérique

[CYBERSÉCURITÉ • VULNÉRABILITÉS CRITIQUES]

Patch Tuesday juin 2026 : record historique, 208 CVE Microsoft dont trois CVSS 9.8, risque majeur pour l'Afrique

Le 9 juin 2026 (Patch Tuesday), Microsoft publie le plus grand cycle de correctifs de son histoire : 208 CVE, dont 39 critiques. Trois failles atteignent un score CVSS de 9.8 et sont exploitables sans authentification. CVE-2026-45657 : use-after-free dans le noyau Windows, exécution de code à distance via trafic réseau spécialement conçu. CVE-2026-47291 : débordement entier dans Windows HTTP.sys, exécution de code réseau non authentifiée. CVE-2026-44815 : débordement de pile dans le client DHCP Windows, vecteur réseau sans interaction utilisateur. Adobe corrige simultanément 123 CVE, dont deux CVE CVSS 10.0 dans Adobe Campaign Classic, outil de marketing très répandu chez les opérateurs télécoms africains. Pour l'Afrique, où le taux de mise à jour des systèmes reste structurellement faible notamment dans les administrations et PME, ces trois failles constituent des vecteurs d'entrée initiaux à très fort potentiel d'exploitation différée.

Sources : [The Hacker News / Zero Day Initiative, 9-10 juin 2026](#)

[CYBERSÉCURITÉ • EXPLOITATION ACTIVE]

SimpleHelp CVE-2026-48558 (CVSS 10.0) et SharePoint CVE-2026-45659 : exploitation active, délais CISA dépassés

Le 30 juin 2026, la CISA ajoute CVE-2026-48558 au catalogue KEV (Known Exploited Vulnerabilities) avec deadline de remédiation au 2 juillet 2026. Cette faille dans SimpleHelp RMM permet à un attaquant non authentifié de forger un jeton OIDC sans vérification de signature cryptographique, d'obtenir une session administrateur complète et de déployer des logiciels malveillants (le loader TaskWeaver est déjà observé en exploitation active) sur tous les terminaux gérés par la plateforme. Le 1er juillet, Microsoft SharePoint Server CVE-2026-45659 (CVSS 8.8) est également ajouté au KEV, avec deadline au 4 juillet. Pour l'Afrique, les fournisseurs de services managés (MSP) sont nombreux dans les écosystèmes télécoms et bancaires : une compromission de SimpleHelp constitue une attaque de chaîne d'approvisionnement à effet multiplicateur immédiat. Joomla CVE-2026-48907 (CVSS 10.0) affecte des milliers de sites gouvernementaux et associatifs africains.

Sources : [CVEFeed.io / Threat-Modeling.com, 30 juin 2026](#) • [CVEDaily.io, 18 juin 2026](#)

[CYBERSÉCURITÉ • GUERRE INFORMATIONNELLE]

Armes cognitives russes documentées dans 22 pays africains : alerte du renseignement ukrainien

Le 24 juin 2026, le représentant du GUR (Direction générale du renseignement de la Défense ukrainien) Andriy Chernyak déclare que le continent africain est l'un des principaux laboratoires d'essai des méthodes de guerre hybride russes, désignées sous le terme d'armes cognitives. Les campagnes combinent propagande télévisuelle, contenus IA génératifs, pseudo-ONG et réseaux diplomatiques. Opérations documentées dans au moins 22 pays africains, avec pour objectifs : légitimation de coups d'État militaires, déstabilisation des missions de l'ONU (cas de la MONUSCO en RDC), intimidation de la société civile. La lecture africaine de ce signal impose une nuance : si la source ukrainienne a ses propres intérêts dans la dénonciation de l'influence russe, les faits documentés par Forbidden Stories et le Mail and Guardian sont indépendants et convergents.

Sources : [Femida.ua / Kyiv Post, 24 juin 2026](#)

La Russie institutionnalise son ordre sécuritaire dans quatre pays sahéliens : analyse Elcano

Une analyse du Real Instituto Elcano publiée le 1er juillet 2026 documente comment Africa Corps remodèle l'ordre sécuritaire au Sahel central en institutionnalisant un modèle de protection de régimes qui marginalise les acteurs européens. Les campagnes de désinformation contre la présence française et les forces de maintien de la paix de l'ONU atteignent un niveau d'industrialisation : production de contenus en langues locales (bambara, mooré, haoussa), amplification par des comptes coordonnés sur Facebook et WhatsApp. Forbidden Stories et d'autres investigations documentent l'imbrication entre présence militaire physique de l'Africa Corps et opérations informationnelles : chaque déploiement militaire est précédé de vagues de contenus préparatoires destinés à façonner le consentement des populations. Pour la pensée stratégique africaine, cette imbrication soulève une question fondamentale : un partenariat sécuritaire qui inclut systématiquement la manipulation de l'information peut-il s'inscrire dans le cadre d'une souveraineté informationnelle africaine authentique ?

Sources : [Real Instituto Elcano, 1er juillet 2026](#)

Maroc : validation parlementaire du centre ANCA-DGSSI de Rabat, Rabat revendique le leadership continental

Le 10 juin 2026, la chambre parlementaire marocaine examine le projet de loi n° 01.26 approuvant l'accord signé à Marrakech le 14 avril 2025 entre le Maroc et le Réseau africain des autorités de cybersécurité (ANCA) pour l'installation à Rabat d'un Centre régional de soutien et de coordination de la réponse aux incidents. Placé sous l'autorité de la DGSSI, ce centre assurera le secrétariat permanent de l'ANCA, fournira une assistance technique aux CERT nationaux africains et organisera des exercices de simulation. La semaine du 1er au 5 juin 2026 avait vu se tenir à Rabat le programme inaugural ANCA-CERT de formation en leadership pour cadres supérieurs de la cybersécurité, avec la participation de représentants du Liberia, du Sénégal, du Nigeria et de plusieurs pays du Sahel.

Sources : [Medias24, 10 juin 2026](#)

Angola et Nigeria : deux fois plus attaqués que la moyenne mondiale, ransomware financier en hausse

Check Point Research publie le 12 juin 2026 ses statistiques de mai 2026 pour l'Afrique. Angola et Nigeria enregistrent respectivement 4 046 et 3 941 attaques hebdomadaires par organisation, soit le double de la moyenne mondiale. La composition des attaques évolue : la part des attaques DDoS de masse recule, au profit d'opérations ransomware à motivation financière. L'analyse Barracuda Networks du 23 juin 2026 documente ce basculement structurel : la part des DDoS recule de 60 % à 33 % des incidents entre avril et mai 2026, remplacée par des compromissions initiales furtives et des campagnes ransomware à motif économique. L'Afrique souffre d'un sous-signalment systémique : faibles obligations légales de divulgation, absence de registres incidents nationaux consolidés, CERT locaux peu outillés pour la threat intelligence.

Sources : [Check Point Research, 12 juin 2026](#) · [Barracuda Networks, 23 juin 2026](#)

LockBit 5.0 frappe l'Afrique du Sud : diversification sectorielle vers l'éducation, 108 victimes référencées

Le 18 juin 2026, le groupe ransomware LockBit 5.0 revendique une attaque contre Grey High School, établissement d'enseignement secondaire de Port Elizabeth (Afrique du Sud). Cet incident illustre la diversification sectorielle du groupe : après Standard Bank Group (frappé en février 2026) et Landbank (mars 2026, rançon de R5,7 millions), LockBit 5.0 s'attaque désormais au secteur éducatif. La semaine du 8 au 14 juin 2026, le CTI de ScuteX dénombre 192 revendications de victimes ransomware à travers 40 groupes actifs, représentant une hausse de 61 % en une semaine. L'Afrique du Sud concentre 108 victimes référencées depuis janvier 2026.

Sources : [DeXpose Threat Intelligence](#), 18 juin 2026

[CYBERSÉCURITÉ • CADRE NORMATIF]

Convention de Malabo : DRC, Madagascar et Lesotho ratifient, total à 16 États, 39 encore absents

La République démocratique du Congo, Madagascar et le Lesotho ont ratifié la Convention africaine de l'UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, portant le total des ratificateurs à 16 États. La Convention est en vigueur depuis juin 2023 après la 15e ratification. Chaque nouvelle adhésion renforce l'opposabilité des normes communes en matière de criminalité informatique, de protection des données et de transactions électroniques, mais 39 États africains n'ont toujours pas ratifié le texte. Pour la RDC en particulier, cette ratification revêt une dimension stratégique immédiate : avec son statut de hub mondial des minerais critiques et les cyberattaques répétées visant ses données géologiques, la RDC renforce son cadre normatif au moment même où elle conduit son pivot souverain vers l'Occident.

Sources : [Wikipedia Malabo Convention](#), mise à jour juin 2026

[CYBERSÉCURITÉ • INFRASTRUCTURE SOUS-MARINE]

Câble 2Africa : force majeure sur le segment golfe Persique, double chokepoint mondial inédit

En mars 2026, Alcatel Submarine Networks (filiale de Nokia, actionnaire public français à 25 %) a déclaré la force majeure sur le chantier du segment golfe Persique du câble 2Africa de Meta, suspendant les travaux en raison des opérations militaires actives dans la région. C'est la première fois dans l'histoire de l'internet mondial que les deux chokepoints maritimes stratégiques (mer Rouge, golfe Persique) sont simultanément compromis. Le câble 2Africa, dont le segment principal était complété en novembre 2025, devait relier 33 pays africains avec une capacité de 180 Tbit/s. L'interruption du segment golfe Persique prive les connexions Afrique-Asie d'une redondance critique, renforçant la dépendance de l'Afrique de l'Est et australe aux seules routes atlantiques.

Sources : [Bloomberg](#), mars 2026

[CYBERSÉCURITÉ • IA ET DONNÉES]

Qui contrôle l'infrastructure IA africaine ? Les contrats cloud et la clause CLOUD Act

Le 26 juin 2026, Al Jazeera publie une enquête depuis Johannesburg sur le contrôle de l'infrastructure IA en Afrique. Microsoft et G42 (Émirats arabes unis) construisent un data center IA d'un milliard de dollars à Olkaria (Kenya). Nigeria, Kenya, Égypte et Ghana ont publié des stratégies nationales IA. Quarante-neuf pays et l'UA ont adopté la Déclaration africaine sur l'intelligence artificielle. Problème persistant : les accords de type souverain AI conclus par Google prévoient des clauses CLOUD Act permettant aux autorités américaines d'accéder aux données, quel que soit leur lieu de stockage physique. L'Afrique du Sud a dû retirer un projet de politique IA nationale contenant des références invérifiables apparemment générées par des outils IA. La rhétorique de la souveraineté et la réalité juridique des contrats ne coïncident pas systématiquement.

Sources : [Al Jazeera](#), 26 juin 2026 · [ATPS Network](#), 2026

Diaspora & Afro-Descendance

[DIASPORA • RÉPARATIONS]

Engagement d'Accra (17-19 juin 2026) : 46 paragraphes, trois organes permanents, premières concessions européennes tangibles

La Conférence de haut niveau Next Steps tenue à Accra du 17 au 19 juin 2026 a abouti à l'adoption de l'Engagement d'Accra, document de 46 paragraphes et 19 axes stratégiques réunissant pour la première fois les positions de l'Union africaine, de la CARICOM et des représentants de la diaspora mondiale, sous l'égide du président ghanéen John Mahama, Champion de l'UA pour les réparations. Le texte exige des excuses formelles, inconditionnelles et publiques des anciennes puissances esclavagistes, la création d'un Fonds mondial de réparations, l'allègement de la dette, la restitution des biens culturels et des engagements en matière de justice climatique. Trois organes permanents ont été créés : un Conseil consultatif mondial sur la justice réparatrice, un Panel d'experts sur la restitution du patrimoine culturel, et un Panel juridique. Engagements concrets : les Pays-Bas ont catalogué 2 000 artefacts à restituer, l'Allemagne a confirmé la restitution de quatre pièces, le Danemark a promis de financer la préservation du fort de Christiansborg.

Sources : [Reuters, 19 juin 2026](#) · [Africa Presse, 20 juin 2026](#)

[DIASPORA • GOUVERNANCE UA]

ECOSOCC : 20 sièges diasporiques ouverts à candidature, la 6e Région de l'UA devient fait de gouvernance réel

L'Union africaine a ouvert, avant le 15 juillet 2026, les candidatures pour les 20 sièges diasporiques de la 5e Assemblée générale permanente de l'ECOSOCC, organe consultatif de l'UA. Ces sièges, géographiquement répartis (10 pour les Amériques, 5 pour l'Europe, 2 pour l'Asie, 2 pour l'Océanie, 1 pour les autres régions), étaient restés vides pendant plus de vingt ans faute de cadre juridique. Le Cadre légal de la Diaspora, approuvé par l'UA en 2025 après le 9e Congrès panafricain de Lomé, a finalement permis l'ouverture de ce processus. Les élections sont programmées entre septembre et octobre 2026. L'enjeu est de taille : la diaspora africaine, estimée à 95 milliards de dollars en transferts annuels, accède enfin à un droit de parole institutionnellement reconnu dans l'architecture décisionnelle de l'Union africaine.

Sources : [AfricanElements.org, 2 juin 2026](#)

[DIASPORA • FINANCE SOUVERAINE]

Diaspora Bond Burkina Faso : 151,5 milliards de FCFA levés, modèle d'épargne patriotique en Afrique sahélienne

Lancé le 6 mai 2026 et clos le 6 juin, le premier emprunt obligataire destiné à la diaspora burkinabè a enregistré des souscriptions de 151,5 milliards de FCFA (environ 250 millions de dollars), dépassant l'objectif initial. Ce Patriotic Bond, porté par les autorités de la Transition, se destine à financer des zones industrielles, des infrastructures énergétiques, du logement et la transformation agricole. Il constitue l'une des opérations de mobilisation de l'épargne diasporique les plus abouties d'Afrique francophone en 2026. L'analyse doctrinale est la suivante : face à la fermeture des marchés financiers internationaux, les États AES développent des mécanismes de financement souverain qui court-circuitent les conditionnalités des IFI en mobilisant directement l'épargne patriotique de leurs ressortissants de l'étranger.

Sources : [Journal du Pays, 12 juin 2026](#)

[DIASPORA • INVESTISSEMENT]

NiDCOM-Afretrade Lagos : initiative à 500 milliards de dollars pour repositionner la diaspora africaine en investisseur

Le 17 juin 2026, lors de l'Afretrade Entrepreneur's Festival (TAEF 2026) à Lagos, la Commission des Nigériens de la Diaspora (NiDCOM) et la plateforme californienne Afretrade ont annoncé conjointement une initiative visant à mobiliser plus de 500 milliards de dollars de capital diasporique au service des PME africaines. Portée notamment par l'ancien président Olusegun Obasanjo et la présidente de NiDCOM, Abike Dabiri-Erewa, la démarche entend repositionner la diaspora africaine en investisseur stratégique plutôt qu'en simple émetteur de transferts familiaux. Un corridor économique Lagos-Californie est l'un des dispositifs concrets envisagés pour structurer ces flux d'investissement.

Sources : [William Davidson Institute / NextBillion, 17 juin 2026](#)

[DIASPORA • COMPÉTENCES]

Forum Diaspora for Growth Côte d'Ivoire à Paris : 522 opportunités, modèle de retour structuré des compétences

Les 26 et 27 juin 2026, le gouvernement ivoirien a tenu son Forum Diaspora for Growth au Pré Catelan (Paris), rassemblant plus de 1 000 participants. Le ministère de la Promotion de la Jeunesse, conduit par Mamadou Touré, a présenté un portefeuille de 522 opportunités couvrant emploi salarié et accompagnement à l'entrepreneuriat. Le forum, précédé d'un roadshow à Milan ayant réuni 700 participants le 6 juin, affirme la volonté d'Abidjan de convertir un potentiel estimé à 600 milliards de FCFA mobilisables annuellement en investissements productifs. Ce modèle ivoirien de guichet unique diaspora, qui combine simultanément emploi salarié et entrepreneuriat, contraste avec le modèle algérien centré sur les chercheurs et ingénieurs au service des priorités de l'État.

Sources : [KOACI, 23 juin 2026](#)

[DIASPORA • FIGURES]

Julius Garvey à Christiansborg et Mia Mottley à Accra : dignité historique et opérationnalité politique réunies

Le 19 juin 2026, lors de la cérémonie de Juneteenth à Christiansborg Castle à Accra, Dr. Julius Garvey, fils du militant panafricain Marcus Garvey, a pris la parole devant les délégués de plus de 80 pays pour rappeler que les réparations sont plus que de l'argent : elles concernent la restauration de la dignité. Sa présence au fort même d'où ses ancêtres ont été déportés portait une charge symbolique que les discours institutionnels peinent à reproduire. Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, a de son côté présenté à Accra un manifeste actualisé de la CARICOM en dix points, intégrant développement, transfert de technologies, allègement de la dette et voies d'accès à la citoyenneté pour la diaspora africaine des Caraïbes. La convergence entre la mémoire incarnée (Garvey à Christiansborg) et la doctrine opérationnelle (Mottley-CARICOM) représente le signal le plus puissant de la conférence.

Sources : [Pan African Television, 23 juin 2026](#) • [Barbados Today, 18 juin 2026](#)

[SUD GLOBAL • BRICS]**Réunion des Conseillers à la sécurité nationale BRICS à New Delhi (23 juin) : gouvernance autonome du Sud global**

Le 23 juin 2026, la 16e Réunion des Conseillers à la sécurité nationale et Hauts Représentants pour la sécurité nationale des pays BRICS s'est tenue à New Delhi sous la présidence de l'Indien Ajit Doval. Wang Yi a dégagé trois axes de consensus : soutien au multilatéralisme, règlement politique des foyers de tension, et coordination renforcée entre le BRICS et le Sud global face aux menaces traditionnelles et non-traditionnelles. Pour l'Afrique, représentée dans le format élargi par l'Éthiopie, l'Égypte et l'Afrique du Sud, ce signal confirme que la dimension sécuritaire du BRICS évolue vers une posture de gouvernance autonome du Sud global, distincte des architectures occidentales. Le Sommet prévu les 12-13 septembre 2026 à New Delhi concentrera les attentes africaines sur la concrétisation des engagements de financement et de transfert technologique.

Sources : [Mission permanente de Chine auprès de l'ONU, 23 juin 2026](#) · [Carnegie Endowment for International Peace, 5 juin 2026](#)

[SUD GLOBAL • FINANCEMENT]**NDB : 1 milliard de dollars pour l'infrastructure urbaine d'Afrique du Sud, portefeuille cumulé à 42,9 milliards**

Le 17 juin 2026, la Nouvelle Banque de Développement (NDB) a approuvé un prêt pouvant atteindre 1 milliard de dollars en faveur de l'Afrique du Sud pour améliorer les infrastructures urbaines dans huit métropoles. Avec ce prêt, le portefeuille cumulé de la NDB dépasse 42,9 milliards de dollars pour 139 projets approuvés. Ce financement sans conditionnalités politiques explicites confirme la montée en puissance de la NDB comme alternative au Groupe Banque mondiale. Dans la même dynamique, les engagements BADEA-OPEP de 2,8 milliards sur 2026-2028 et la co-finance programmatique BAD-Groupe de coordination arabe dessinent une architecture de financement post-occidentale centrée sur l'infrastructure sans exigences de réformes structurelles imposées de l'extérieur.

Sources : [Reuters, 17 juin 2026](#) · [Allafrica.com, 22 juin 2026](#)

[SUD GLOBAL • COOPÉRATION SUD-SUD]**Convention inaugurale Coopération Sud-Sud à Kigali (22-23 juin) : Kigali comme hub institutionnel post-occidental**

Le Centre de conférences de Kigali a accueilli les 22 et 23 juin 2026 la première Convention sur la coopération Sud-Sud et trilatérale, organisée par Rwanda Cooperation et le PNUD Rwanda sous le thème Renforcer les cadres institutionnels pour une mise en oeuvre efficace. Plus de 350 délégués issus de 45 pays ont participé, dont des ministres, diplomates et acteurs du développement. Le ministre des Affaires étrangères rwandais Olivier Nduhungirehe a posé le cadre philosophique : les pays en développement ne peuvent plus se concevoir comme récipiendaires de solutions mais comme concepteurs de leurs propres modèles. Ce signal confirme la montée en puissance de Kigali comme hub institutionnel de la coopération Sud-Sud.

Sources : [KT Press, 22-23 juin 2026](#)

CEPALC-Santiago : réunion officiers coopération Sud-Sud, révision des critères multidimensionnels (25 juin)

La deuxième réunion des officiers de la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est tenue le 25 juin 2026 à Santiago, sous l'égide de la CEPALC. Les participants ont adopté un programme de travail centré sur la révision des critères d'accès à la coopération internationale basés sur des approches multidimensionnelles, intégrant les questions de sécurité publique et de migrations. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité du dialogue Afrique-Amérique latine amorcé lors de l'événement parallèle à la MC14 de Yaoundé en mars 2026. L'axe Kigali-Santiago esquisse des architectures alternatives de coopération développement face à un multilatéralisme commercial classique incapable de défendre les intérêts africains et latino-américains.

Sources : [CEPALC \(Nations Unies\), 25 juin 2026](#)

Maroc : 6 GW de renouvelables installés, hub d'hydrogène vert euro-africain en construction

Le Maroc a atteint 6 GW de capacité renouvelable installée au premier trimestre 2026, avec le complexe solaire Noor comme vitrine (580 MW CSP, 70 MW PV). Rabat se positionne comme candidat prioritaire au plan REPowerEU, qui prévoit 10 millions de tonnes d'importations d'hydrogène renouvelable d'ici 2030. L'OCP prépare une unité de production d'ammoniac vert estimée à 7 milliards de dollars, adossée à 3,8 GW d'éolien-solaire. Le Green Hydrogen Bridge maroco-néerlandais vise à décarboner l'industrie sidérurgique européenne. Ce modèle marocain illustre la tension entre intégration ascendante dans les chaînes de valeur européennes et souveraineté industrielle africaine : l'enjeu est de capturer l'ammoniaque, l'acier vert et les fertilisants plutôt que d'exporter l'électricité brute.

Sources : [Net-Zero Circle, 1er juillet 2026](#) · [Cauris Media, 21 juin 2026](#)

Algérie : GNL vers l'Europe en hausse de 41 %, pivot énergétique du continent comme levier diplomatique

Les perturbations géopolitiques dans le détroit d'Ormuz ont propulsé l'Algérie au rang de fournisseur stratégique incontournable pour l'Europe. Entre février et mars 2026, les exportations algériennes de GNL ont augmenté de 41 %, portées par la demande européenne face à la crise des approvisionnements du Golfe. La France a dépassé la Turquie comme premier acheteur. L'Algérie fournit désormais 13 à 14 % des importations gazières de l'Union européenne via les gazoducs TransMed et Medgaz, offrant un avantage décisif par rapport aux routes maritimes vulnérables. Parallèlement, les travaux du Gazoduc transsaharien (TSGP, estimé à plus de 13 milliards de dollars) ont officiellement repris en Algérie en juin 2026. Cette position de pivot énergétique renforce le levier diplomatique d'Alger face à Bruxelles.

Sources : [Euronews Business, 31 mars 2026](#) · [Cauris Media, 21 juin 2026](#)

G R A N D E A N A L Y S E

AES trois ans après : anatomie d'une confédération en construction (juillet 2023 - juillet 2026)*La rupture comme méthode, l'institution comme projet, la souveraineté comme horizon**Par la rédaction de Noëin & Cie*

Trois ans. C'est le temps qu'il a fallu à la Confédération des États du Sahel pour passer d'une déclaration d'intention proclamée lors du premier sommet des chefs de transition à Bamako le 6 juillet 2023 à une architecture institutionnelle dotée d'un état-major unifié, d'une banque de développement, d'une feuille de route diplomatique commune, et d'un passeport confédéral reconnu dans l'espace Schengen. Trois ans pendant lesquels la CEDEAO a prononcé des sanctions, suspendu des États, imposé des embargos, et finalement accepté la sortie formelle des trois États le 29 janvier 2025. Trois ans pendant lesquels la France a perdu ses dernières positions diplomatiques dans les trois capitales. Trois ans pendant lesquels Africa Corps a remplacé les instructeurs européens et les troupes Barkhane. Trois ans, enfin, pendant lesquels l'AES a continué d'être attaquée, malgré la force unifiée, malgré les déclarations, malgré les partenaires russes.

Cette analyse ne célèbre pas et ne condamne pas. Elle trace.

I. La chronologie institutionnelle : d'une déclaration à une architecture

Le 6 juillet 2023, dans un Bamako en fièvre, les chefs des trois junte sahéliennes signaient la Charte du Liptako-Gourma, acte fondateur de l'Alliance des États du Sahel. Le document posait trois piliers : défense collective mutuelle, coopération économique, développement des populations. À ce stade, l'AES n'avait ni siège permanent, ni budget, ni mécanisme institutionnel opérationnel. C'était une déclaration d'intention. La première étape de consolidation est sécuritaire. En 2023-2024, les trois États harmonisent progressivement leurs commandements militaires, les forces armées maliennes conduisant aux côtés d'Africa Corps des opérations contre le JNIM et l'EIGS au Mali. En 2024, la force unifiée (FU-AES) commence à prendre corps avec un état-major installé à Niamey. En mars 2025, la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES) est créée, dotée d'un capital initial estimé à 10 milliards de dollars, abondé notamment par un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES. En décembre 2025, la 2e session confédérale décide du lancement du passeport biométrique AES, opérationnel dès le 1er juin 2026 à Bamako.

La deuxième étape est diplomatique et économique. Le 20 juin 2026, les ministres des Affaires étrangères adoptent à Bamako une feuille de route diplomatique de l'An II. Le même mois, des experts des trois États élaborent à Ouagadougou un document-cadre stratégique pour les négociations AES-CEDEAO. Le 1er juillet, les ministres de la Sécurité harmonisent leurs instruments de coopération. Simultanément, les ministres de la Jeunesse, des Sports et de l'Emploi adoptent cinq documents d'intégration sectorielle. En moins d'un mois, la Confédération produit plus d'actes institutionnels que durant ses premiers trimestres d'existence.

La troisième étape, parallèle, est symbolique mais structurante : la rupture Burkina-France le 26 juin 2026 complète un dispositif de désolidarisation d'avec Paris que le Mali avait initié en 2022 et le Niger en 2023. La Confédération n'est plus seulement anti-quelque chose : elle construit proactivement ses propres instruments.

II. La force unifiée et la BCID : deux piliers en construction inégale

La Force armée unifiée de l'AES (FU-AES) demeure l'élément le plus visible et le plus opérationnel de la construction confédérale. Son état-major à Niamey coordonne des opérations conjointes ; les trois armées nationales conduisent des exercices communs et partagent progressivement du renseignement. Toutefois, la réalité terrain révèle des limites importantes : le glissement documenté du JNIM du Mali vers le Burkina Faso en 2025-2026 signale que l'efficacité des opérations antiterroristes dans l'un des pays de l'AES peut se traduire par un report de pression sur les autres. L'AES n'a pas encore démontré sa capacité à produire de la sécurité collective sur l'ensemble de son territoire.

La BCID-AES est le projet le plus ambitieux et le plus fragile. Son Conseil d'administration a tenu sa deuxième session ordinaire le 8 juin 2026 à Bamako, validant le plan d'action d'opérationnalisation, le budget et la politique de recrutement. Le capital initial de 10 milliards de dollars inclut un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES. Mais l'ironie institutionnelle est là : la BCID-AES a déposé ses statuts auprès de la BCEAO, institution de l'UEMOA que l'AES conteste rhétoriquement. Le paradoxe de l'AES est d'avoir rompu avec la CEDEAO tout en restant techniquement ancrée dans ses instruments monétaires et financiers. Ce n'est pas nécessairement un échec : c'est la preuve que la souveraineté est un processus, non un état.

CHRONOLOGIE INSTITUTIONNELLE AES 2023-2026

6 juillet 2023 : Signature de la Charte du Liptako-Gourma à Bamako. Octobre 2023 : Premiers accords de coopération sécuritaire trilatérale. 28 janvier 2024 : Annonce du retrait formel de la CEDEAO par les trois États. Juillet 2024 : Constitution officielle de l'état-major unifié à Niamey. 29 janvier 2025 : Sortie formelle effective de la CEDEAO. Mars 2025 : Création de la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES). Mars 2025 : Désignation de Lansana Kouyaté comme médiateur CEDEAO-AES. 23 décembre 2025 : 2e session confédérale décide du passeport biométrique AES. 1er juin 2026 : Lancement opérationnel du passeport biométrique à Bamako. 8 juin 2026 : 2e session ordinaire du CA de la BCID-AES. 20 juin 2026 : Réunion ministérielle Affaires étrangères et Défense à Bamako. 23-25 juin 2026 : Atelier AES-CEDEAO à Ouagadougou. 26 juin 2026 : Rupture diplomatique Burkina Faso-France. 1er juillet 2026 : Réunion ministérielle Sécurité à Ouagadougou. 29 juillet 2026 : Expiration de la période de grâce CEDEAO (prochaine échéance décisive).

III. La diplomatie de rupture et ses contrepoids

La rupture est la forme la plus visible de la doctrine AES. Le Mali a expulsé les forces françaises (2022), l'ambassadeur de France (2022), les forces MINUSMA (2023). Le Niger a expulsé les forces américaines (2024), rompu les relations diplomatiques avec la France (2023). Le Burkina a expulsé l'ambassadeur français (2023), rompu les relations diplomatiques avec Paris (26 juin 2026). Ces ruptures sont cohérentes, séquentielles, et planifiées. Elles ne sont pas des coups de colère ; ce sont des décisions stratégiques visant à effacer les empreintes diplomatiques extérieures et à libérer l'espace pour de nouveaux partenariats. Ces nouveaux partenariats sont principalement avec la Russie (Africa Corps, matériels, formation, présence à Niamey lors de l'attaque du 18 juin), la Chine (accords économiques, franchise douanière depuis le 1er mai 2026), la Turquie (drones, formation, investissements), et progressivement les pays du Golfe.

Mais la diplomatie de rupture a ses limites. La CEDEAO est à la fois l'organisation que l'AES a quittée et l'espace économique avec lequel elle négocie un voisinage utile. Le document-cadre d'Ouagadougou (23-25 juin) illustre cette dialectique : on rompt pour repositionner, mais on ne coupe pas les liens économiques vitaux. L'AES est suffisamment souveraine pour rompre, mais pas encore suffisamment autarcique pour ne pas négocier.

BCID-AES ET FU-AES : ÉTAT DE L'ART JUIN 2026

La BCID-AES, créée en mars 2025 avec un capital initial estimé à 10 milliards de dollars, a tenu sa 2e session ordinaire du Conseil d'administration le 8 juin 2026 à Bamako. Ses statuts ont été déposés à la BCEAO à Dakar. Le financement est structuré autour d'un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES et de contributions initiales des trois États. La FU-AES dispose d'un état-major unifié à Niamey depuis 2024. Elle conduit des opérations conjointes sur les trois territoires. La présence d'Africa Corps au sein de l'architecture sécuritaire des trois États est documentée. La FU-AES demeure incapable de neutraliser durablement la menace jihadiste sur l'ensemble du territoire confédéral : le glissement du JNIM du Mali vers le Burkina en est la preuve.

Conclusion analytique : une confédération en construction, pas une confédération achevée

L'AES trois ans après n'est pas la confédération qu'elle prétend être dans ses communiqués. Elle n'a pas encore de monnaie commune, pas de parlement confédéral élu, pas de citoyenneté confédérale au sens plein, pas de banque opérationnelle. La FU-AES n'a pas démontré sa capacité à vaincre le JNIM sur l'ensemble du territoire. La BCID ne finance pas encore de projets. Mais l'AES n'est pas non plus l'illusion qu'en font ses détracteurs. Elle a un passeport reconnu à Schengen. Elle a un état-major unifié opérationnel. Elle a réduit drastiquement la présence militaire et diplomatique française. Elle produit des décisions institutionnelles à un rythme de plus en plus soutenu. Elle négocie avec la CEDEAO depuis une position de force relative.

La question de juillet 2026 n'est pas de savoir si l'AES a réussi. C'est de savoir si elle a acquis la capacité d'institutionnaliser sa souveraineté à un rythme suffisant pour devancer ses propres contradictions. La réponse, à cette date, est : peut-être.

T R I B U N E

La conditionnalité africaine : renverser l'ordre des exigences*Quand l'Afrique cesse d'être la partie qui demande***Par Deve Maboungou***Fondateur & Président de Noeïn & Cie, analyste en intelligence économique et géopolitique africaine*

Le mot conditionnalité appartient, dans le lexique des relations économiques internationales, au vocabulaire des institutions de Bretton Woods. Pendant des décennies, il a désigné les exigences posées par le FMI, la Banque mondiale ou les créanciers bilatéraux aux États emprunteurs comme condition de leurs décaissements : austérité budgétaire, libéralisation commerciale, privatisations, réformes de gouvernance. Ces conditions imposaient à la partie qui empruntait de modifier son comportement, ses politiques, parfois sa structure institutionnelle, avant d'accéder aux capitaux dont elle avait besoin. La conditionnalité était un mécanisme de pouvoir déguisé en instrument technique : sous couvert de rationalité économique, elle imposait un modèle, une vision, une hiérarchie des priorités.

La quinzaine du 18 juin au 2 juillet 2026 offre une leçon de renversement.

Ce qui s'est produit à Lubumbashi et à Ouagadougou

Ce qui s'est produit lors de la DRC Mining Week (17-19 juin) n'est pas une négociation de routine entre l'État congolais et ses partenaires miniers. C'est l'établissement d'une conditionnalité nouvelle. La RDC pose ses conditions : vouloir accéder au cobalt congolais impose désormais d'accepter que le cobalt ne soit plus exporté brut en quantités illimitées vers la Chine. Elle impose une chaîne d'approvisionnement directe vers les États-Unis via l'accord tripartite EVELution-EGC-Trafigura. Elle taxe à 10 % de redevance les minerais stratégiques. Elle confisque les quotas d'exportation non consommés pour alimenter la transformation locale. Ce n'est pas une négociation : c'est un cahier des charges. La RDC a cessé d'être la partie qui demande. Elle est la partie qui fixe les termes. Ce renversement n'est pas propre à la RDC. La rupture diplomatique burkinabè avec la France le 26 juin 2026 porte le même sens, dans un registre différent. La conditionnalité africaine, dans ce cas, est de type diplomatique : vouloir maintenir des relations normales avec Ouagadougou impose désormais d'accepter les termes d'Ouagadougou, pas ceux de Paris.

La traçabilité, condition de la conditionnalité

Mais la conditionnalité africaine ne se limite pas à la capacité de rompre ou de poser des quotas. Elle exige quelque chose de plus exigeant, et de plus rare : la traçabilité des engagements. La conditionnalité n'a de sens que si les termes posés par la partie africaine sont mesurables, vérifiables et effectivement respectés. Or, c'est précisément là que la faiblesse africaine se révèle : le gap entre l'intention doctrinale et la mise en oeuvre effective. La BCID-AES a été créée avec un capital de 10 milliards de dollars ; elle n'a pas encore de calendrier précis de pleine opérationnalisation. La FU-AES est déclarée opérationnelle ; elle n'a pas empêché les attaques de Niamey. Le Sénégal a subi une crise de dette à 132 % du PIB précisément parce que sa conditionnalité envers elle-même, en matière de transparence budgétaire, n'a pas été respectée.

La conditionnalité africaine doit donc opérer dans deux directions simultanées : vers l'extérieur, comme exigence posée aux partenaires étrangers, et vers l'intérieur, comme engagement pris envers les citoyens et les marchés sur la qualité de la gouvernance. Ce deuxième volet est le plus difficile et le plus nécessaire. Un État qui pose des conditions à ses partenaires extérieurs tout en violant ses propres engagements de gouvernance interne ne pratique pas la souveraineté : il pratique l'arbitraire.

La guerre des minerais critiques : la conditionnalité qui compte

La guerre des minerais critiques que documente ce numéro offre le premier exemple historique à grande échelle d'une conditionnalité africaine opérationnelle et mesurable. Les quotas congolais de cobalt ont produit une évolution de prix documentée, un pivot géopolitique documenté, une réorientation des flux d'approvisionnement documentée. C'est cela, la conditionnalité qui compte : non les discours, mais les prix. Non les déclarations, mais les tonnes exportées ou retenues. Non les engagements, mais leur traçabilité.

L'Engagement d'Accra sur les réparations (17-19 juin 2026) illustre une troisième dimension de la conditionnalité africaine : la conditionnalité historique. Pour la première fois, l'Union africaine, la CARICOM et les représentants de la diaspora mondiale posent des conditions aux anciennes puissances esclavagistes pour l'accès à une relation normalisée : excuses formelles, inconditionnelles et publiques, création d'un Fonds mondial de réparations, allègement de la dette, restitution des biens culturels. Ce n'est pas une demande sentimentale : c'est un cahier des charges diplomatique.

Partenariat doctrinal et non sentimental : c'est le principe qui commande toutes ces déclinaisons de la conditionnalité africaine. D'exiger des termes équitables des Américains qui veulent le cobalt, des Français qui veulent des visas pour leurs ressortissants, des Russes qui veulent des bases, des Chinois qui veulent des marchés, des Européens qui veulent de l'hydrogène vert, et des institutions de Bretton Woods qui veulent réformer les systèmes fiscaux africains. La conditionnalité africaine est un principe d'égalité dans la relation : non la naïveté du refus de tout partenariat, ni la complaisance qui accepte n'importe quelle condition, mais l'exigence d'une réciprocité mesurable, traçable, et opposable.

Cette doctrine ne se construit pas en un numéro de bulletin. Elle se construit décision après décision, accord après accord, rupture après rupture. Ce que la quinzaine du 18 juin au 2 juillet 2026 démontre, c'est que la doctrine existe, qu'elle produit des faits mesurables, et qu'elle est en train de s'institutionnaliser. C'est le signal le plus important de ce numéro.

Deve Maboungou

Fondateur & Président de Noein & Cie. Analyste en intelligence économique et géopolitique africaine. Fondateur du Bulletin d'Information Afrique, il publie une tribune doctrinale dans chaque numéro. Contact : deve.maboungou@noein-cie.com

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noein & Cie

3 juillet 2026

D O S S I E R

L'AES trois ans après : anatomie d'une confédération en construction (juillet 2023 - juillet 2026)

Chapeau. La Confédération des États du Sahel (AES) est l'expérience institutionnelle la plus originale et la plus controversée de l'Afrique francophone depuis les indépendances. Née d'une succession de coups d'État militaires (Mali 2021, Burkina Faso 2022, Niger 2023), elle a transformé trois pays sous transition militaire en un projet confédéral inédit sur le continent. À l'occasion de ses trois ans (juillet 2023 - juillet 2026), ce dossier propose une analyse structurée autour de trois entrées : la chronologie institutionnelle de la construction confédérale, l'état de la Force armée unifiée (FU-AES) et de la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID), et la doctrine de la diplomatie de rupture qui en constitue le registre le plus visible.

Dossier préparé par la rédaction de Noeïn & Cie

PARTIE I : CHRONOLOGIE INSTITUTIONNELLE (2021-2026)

La genèse de l'AES ne commence pas en juillet 2023 : elle commence avec le coup d'État malien d'août 2021, qui renverse le président Ibrahim Boubacar Keïta et porte au pouvoir le colonel Assimi Goïta. Ce coup est suivi par la junte burkinabè qui renverse Roch Marc Christian Kaboré en janvier 2022, Ibrahim Traoré prenant le pouvoir au Burkina Faso en septembre de la même année. Au Niger, le général Abdourahamane Tiani renverse le président Mohamed Bazoum le 26 juillet 2023. Ces trois coups d'État sont formellement distincts ; ils partagent une rhétorique commune : rupture avec les anciennes tutelles (notamment françaises), priorité à la sécurité, refus des conditionnalités de la CEDEAO et des IFI.

Le 6 juillet 2023, moins de deux semaines avant le coup d'État nigérien, les chefs des junte malienne et burkinabè signent à Bamako avec des représentants civils des trois pays la Charte du Liptako-Gourma. Le nom est symbolique : le Liptako-Gourma est la région transfrontalière qui chevauche les trois pays, foyer historique de la menace jihadiste mais aussi espace de civilisations et d'échanges millénaires. La Charte pose trois piliers : défense collective mutuelle (sur le modèle de l'article 5 de l'OTAN), coopération économique, développement des populations. Elle est signée avant le coup d'État nigérien, mais le Niger rejoindra le processus dès le lendemain du renversement de Bazoum.

La réaction de la CEDEAO au coup d'État nigérien est immédiate et virulente. Le 30 juillet 2023, la CEDEAO impose des sanctions économiques sévères au Niger et menace d'une intervention militaire. Le Mali et le Burkina Faso déclarent que toute intervention militaire contre le Niger serait considérée comme une déclaration de guerre contre eux-mêmes, activant pour la première fois la clause de défense collective de la Charte du Liptako-Gourma. La rupture formelle intervient le 28 janvier 2024 : les trois États annoncent leur retrait immédiat de la CEDEAO, décision qui prend effet juridiquement le 29 janvier 2025 après l'expiration du préavis réglementaire. La CEDEAO accorde une période de grâce jusqu'au 29 juillet 2026.

La sortie de la CEDEAO libère l'AES des contraintes formelles de l'organisation sous-régionale et lui permet d'accélérer sa propre construction institutionnelle. En mars 2025, la BCID-AES est créée avec un capital initial estimé à 10 milliards de dollars. Le tournant qualitatif de 2026 réside dans la diversification institutionnelle. L'AES n'est plus seulement une alliance militaire : elle produit des documents d'intégration pour la Jeunesse, l'Emploi, les Sports ; ses parlements de transition se réunissent ; ses ministres des Affaires étrangères adoptent une feuille de route diplomatique commune ; un passeport biométrique est opérationnel ; une carte diplomatique confédérale est décidée. Et simultanément, le Burkina Faso rompt ses relations diplomatiques avec la France le 26 juin 2026.

DIPLOMATIE DE RUPTURE : BILAN GÉOGRAPHIQUE 2022-2026

Expulsion forces françaises - Mali - 2022 - Fin de Barkhane. Expulsion ambassadeur France - Mali - 2022 - Diplomatie. Départ MINUSMA - Mali - 2023 - Sécurité onusienne. Rupture diplomatique avec France - Niger - 2023 - Diplomatie. Expulsion forces américaines - Niger - 2024 - Sécurité. Sortie de la CEDEAO (effective) - Mali, Burkina, Niger - 29 janvier 2025 - Institutionnel. Rupture diplomatique avec France - Burkina Faso - 26 juin 2026 - Diplomatie. En trois ans, l'AES a effacé la quasi-totalité des empreintes diplomatiques et militaires françaises et partiellement américaines de son espace. La rupture est sélective. C'est sa force et sa limite.

PARTIE II : FORCE UNIFIÉE ET BCID, DEUX PROJETS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

La FU-AES est le projet le plus avancé de la Confédération. Dotée d'un état-major permanent à Niamey, elle coordonne des opérations antiterroristes sur l'ensemble du territoire confédéral. Les résultats sont réels mais inégaux. Au Mali, les opérations conjointes forces maliennes-Africa Corps ont infligé des pertes significatives au JNIM dans certaines régions. Au Niger, l'attaque de l'aéroport de Niamey le 18 juin 2026 a été repoussée avec la participation d'Africa Corps, démontrant une capacité défensive réelle. Mais les limites sont tout aussi documentées. Le glissement du JNIM du Mali vers le Burkina Faso en 2025-2026 révèle l'incapacité de l'AES à empêcher les reports de pression géographiques. Les deux attaques contre l'aéroport de Niamey en six mois signalent une capacité opérationnelle jihadiste persistante au coeur même des capitales confédérales.

La Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES), créée en mars 2025, représente l'ambition économique la plus haute de la Confédération. Un capital initial de 10 milliards de dollars, un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES, une vocation de financement des infrastructures, de l'agriculture et de l'industrie confédérales. La réalité opérationnelle en juin 2026 est plus modeste. Le Conseil d'administration a tenu sa 2e session ordinaire le 8 juin 2026 à Bamako, validant le plan d'action, le budget et la politique de recrutement. Mais la BCID n'a pas encore de calendrier précis de pleine opérationnalisation. Elle n'a pas encore financé de projet. Et elle a déposé ses statuts à la BCEAO, révélant la contradiction profonde d'une confédération qui revendique sa souveraineté monétaire tout en restant techniquement enchaînée au système de la Zone franc.

PARTIE III : DIPLOMATIE DE RUPTURE, LA DOCTRINE EN ACTION

La diplomatie de l'AES est souvent lue comme une simple diplomatie de rupture. Cette lecture est incomplète. La rupture est la forme visible d'une doctrine qui repose sur une distinction plus subtile : celle entre les partenaires à rompre (tutelles politiques et militaires extérieures dont la présence n'est plus justifiable) et les partenaires à conserver ou à développer (voisins régionaux, institutions multilatérales africaines, nouveaux acteurs extérieurs offrant des partenariats équilibrés). La rupture avec la France est totale sur le plan diplomatique et militaire. Mais elle ne s'étend pas à la Zone franc, ni à la BCEAO, ni aux accords commerciaux de l'UEMOA.

La Russie est le partenaire sécuritaire de premier plan : Africa Corps, matériels, formation, présence à Niamey. Mais la Russie ne remplace pas la France sur les plans économique, financier, ou technologique. La Chine est le partenaire économique croissant : franchise douanière depuis le 1er mai 2026, accord minier avec la RDC. Ce multi-alignement est présenté par les gouvernements AES comme le nouveau non-alignement africain. La question doctrinale posée par Noeïn & Cie reste entière : un partenariat sans conditionnalité de gouvernance est-il un partenariat équilibré, ou une dépendance de confort ? La conditionnalité africaine authentique exigerait que l'AES pose ses conditions à tous ses partenaires, y compris à la Russie et à la Chine.

L'AES de juillet 2026 est une confédération réelle, dotée d'institutions fonctionnelles, d'un passeport opérationnel, d'un état-major militaire, d'une feuille de route diplomatique et d'une doctrine de rupture assumée. Elle n'est pas encore la confédération achevée que ses fondateurs décrivent dans leurs discours : sans monnaie commune, sans parlement élu, sans banque de développement pleinement opérationnelle, sans victoire décisive contre les groupes jihadistes sur son territoire. Le signal le plus important de la période est peut-être la cadence de l'institutionnalisation. L'AES construit, secteur par secteur, mécanisme par mécanisme, l'architecture institutionnelle qui rendra ses ruptures irréversibles. La trajectoire n'est pas certaine. Mais elle est, pour la première fois, traçable.

Bibliographie du dossier

1. [Charte du Liptako-Gourma](#) · 6 juillet 2023 (Bamako)
2. [CEDEAO, sanctions contre le Niger, 30 juillet 2023](#) · communiqués officiels
3. [LeFaso.net, dossiers AES 2023-2026](#) · veille
4. [Faso Actu, coopération sécuritaire AES](#) · veille
5. [Policy Center for the New South, Reconfiguration des alliances extérieures de l'AES](#) · avril 2026
6. [Real Instituto Elcano, Russia's New Security Order in the Sahel](#) · 1er juillet 2026
7. [Africa Center for Strategic Studies, Widening Scope of Africa MIG](#) · mai 2026
8. [BeninWebTV, L'AES prépare une position commune avant le sommet de l'ONU](#) · 21 juin 2026
9. [Afrimag, La BCID-AES accélère son déploiement financier](#) · juin 2026
10. [La Nouvelle Tribune, La période de grâce CEDEAO-AES et ses enjeux](#) · 23 juin 2026

Focus Pays · Burkina Faso post-rupture

BURKINA FASO POST-RUPTURE : ANATOMIE D'UNE DÉCISION DOCTRINALE

Le 26 juin 2026 à 20h00, heure de Ouagadougou, le porte-parole du gouvernement burkinabè Pingdwendé Gilbert Ouédraogo lit à la télévision nationale un communiqué de cinq paragraphes qui mettent fin à soixante-six ans de relations diplomatiques formelles entre le Burkina Faso et la République française. Pour comprendre ce moment, il faut résister à deux tentations symétriques : celle qui le glorifie comme acte de libération historique, et celle qui le réduit à une gesticulation d'une junte en manque de légitimité. La vérité analytique est plus complexe.

La rupture préparée : une séquence en cinq actes

Acte 1 (20 juin) : Les ministres des Affaires étrangères de l'AES adoptent à Bamako une feuille de route diplomatique commune pour la deuxième année de la Confédération. La feuille de route inclut explicitement la diversification des partenariats extérieurs.

Acte 2 (23-25 juin) : Ouagadougou accueille un atelier d'experts AES sur le document-cadre stratégique pour les futures consultations avec la CEDEAO. L'objet de l'atelier : construire une relation de voisinage utile avec la CEDEAO. Le signal implicite : l'AES distingue soigneusement ses relations avec les voisins africains de ses relations avec Paris.

Acte 3 (25-26 juin) : Des informations concordantes circulent dans les milieux diplomatiques burkinabè sur une décision imminente. Paris n'a plus d'ambassadeur à Ouagadougou depuis janvier 2023. Les derniers coopérants militaires français sont partis depuis plusieurs mois.

Acte 4 (26 juin, 20h00) : La rupture est annoncée. Le texte invoque l'activisme incessant de la France, les ambitions néocoloniales et le soutien à des réseaux subversifs. Le déclencheur officiel : des déclarations d'un eurodéputé français assimilées à de l'ingérence. Mais aucun observateur sérieux ne croit que la rupture résulte d'une déclaration parlementaire : elle était préparée depuis des semaines, sinon des mois.

Acte 5 (26-30 juin) : La communauté diplomatique internationale prend acte. L'Union africaine, la CEDEAO, l'ONU n'émettent pas de condamnation formelle. La Russie salue discrètement. La France examine des mesures de réciprocité sans moyen réel d'action : l'ambassade est vide depuis 2023, les accords de défense ont été dénoncés.

Le bilan de la présence française au Burkina : ce que la rupture recouvre

La France a été présente au Burkina Faso depuis 1960 de manières multiples : diplomatique (ambassade, accord de coopération), militaire (Barkhane, EUTM Mali, accord de défense), culturelle (Institut français, réseau Alliance française, chaîne RFI), économique (entreprises françaises dans les secteurs mines, télécoms, BTP). Cette présence pluridimensionnelle a constitué pendant soixante ans un filet d'influence dont la rupture en 2022-2026 s'est faite par couches successives. En janvier 2023, le gouvernement Traoré exige le départ des 400 soldats du détachement Sabre dans le délai d'un mois. En janvier 2023 toujours, l'ambassadeur de France est rappelé à Paris pour consultations et ne reviendra pas. RFI est suspendue à deux reprises. Africa Corps s'installe progressivement.

En juin 2026, quand la rupture est prononcée, il ne reste quasiment rien d'une présence française qui avait été l'une des plus denses d'Afrique francophone. La rupture du 26 juin nomme une réalité déjà consommée dans les faits depuis trois ans. Sa portée est donc moins pratique que symbolique : elle signifie que le Burkina assume publiquement et définitivement le choix qu'il avait fait par étapes depuis 2022. Elle ferme la porte aux négociations qu'une partie de la diplomatie française espérait encore.

L'après-rupture : défis et trajectoire

Le Burkina Faso post-rupture est un État sous triple pression simultanée. D'abord sécuritaire : les attaques jihadistes du JNIM et de l'EIGS restent fréquentes et meurtrières, en dépit de la présence d'Africa Corps. Selon l'Africa Center for Strategic Studies, le glissement géographique du JNIM du Mali vers le Burkina en 2025-2026 a créé une pression accrue sur le pays qui assure la présidence tournante de la Confédération. Ensuite économique : le Burkina Faso, sans accès aux marchés financiers internationaux, dépend de la mobilisation de ressources internes (dont le Diaspora Bond de 151,5 milliards de FCFA en mai-juin 2026 est l'exemple le plus récent). Enfin politique : la légitimité interne de la junte Traoré repose en grande partie sur sa capacité à incarner le refus des tutelles extérieures.

La vraie question du Burkina Faso post-rupture n'est pas diplomatique. Elle est économique et sécuritaire : le pays peut-il, avec la BCID encore inopérationnelle, avec ses finances publiques sous pression, avec une menace jihadiste non neutralisée, construire les bases d'une économie souveraine suffisamment robuste pour survivre à l'isolement partiel que la rupture institutionnalise ? La réponse à cette question ne sera pas donnée par un communiqué diplomatique. Elle sera écrite par les producteurs de coton du Sahel burkinabè, par les ingénieurs qui construiront (ou non) les zones industrielles financées par le Diaspora Bond, par les soldats de la FU-AES qui tiendront (ou non) les axes routiers vers Ouagadougou.

La rupture du 26 juin 2026 est une décision doctrinale majeure dans l'histoire africaine contemporaine. Elle positionne le Burkina Faso, et avec lui l'AES, dans une trajectoire d'émancipation dont le succès final dépend moins de la qualité des communiqués diplomatiques que de la capacité à convertir l'élan de la rupture en architecture économique et sécuritaire durable. C'est à cette transformation que Noeïn & Cie continuera de mesurer, de quinzaine en quinzaine, la réalité du projet AES.

Agenda des Deux Prochaines Semaines (3-17 juillet 2026)

3

JUIL.

Conférence ministérielle extraordinaire Alliance Politique Africaine : L'Afrique face à la crise au Moyen-Orient

Lomé, Togo · Impacts des tensions régionales sur les marchés de l'énergie, la sécurité alimentaire et les flux migratoires africains.

[Source : LeFaso.net](https://www.lefaso.net)

7-8

JUIL.

Sommet de l'OTAN

Ankara, Turquie · Repositionnements géopolitiques en cours, vides sécuritaires en Afrique sahélienne ; l'Afrique reste hors-champ du prisme euro-atlantique.

[Source : OTAN](https://www.otan.org)

8

JUIL.

Mise à jour FMI Perspectives de l'économie mondiale

Washington DC, USA · Révisions des projections africaines, surveillance macro-économique de la crise sénégalaise.

[Source : FMI](https://www.fmi.org)

9-11

JUIL.

Mini-sommet Trump-Afrique (Maison-Blanche)

Washington DC, USA · Trump + présidents Sénégal, Gabon, Mauritanie, Liberia, Guinée-Bissau. Accès aux minerais critiques africains, compétition avec la Chine, conditionnalités américaines.

[Source : Quotidien Numérique](https://www.quotidiennumerique.com)

12-13

JUIL.

Réunion des ministres des Finances AES (prévue)

Niamey, Niger · Préparation de la mise en opération de la BCID-AES, financement souverain confédéral.

[Source : Afrimag](https://www.afrimag.com)

14

JUIL.

Fête nationale française avec 37 États membres de la Coalition Ukraine

Paris, France · Rupture avec Ouagadougou en toile de fond, gestion de la double agenda diplomatique français.

[Source : Élysée](https://www.elysee.fr)

17

JUIL.

Ouverture 1re session ordinaire de la 7e législature du Parlement panafricain

Midrand, Afrique du Sud · Représentation des États AES désormais sortis de la CEDEAO, agenda normatif continental.

[Source : PAP](https://www.pap.africa)

19

JUIL.

Sommet ordinaire CEDEAO, 69e session

Freetown, Sierra Leone · Refonte de la Commission, gestion de la sortie AES, expiration période de grâce prévue le 29 juillet.

[Source : APAnews](https://www.apanews.net)

22-23
JUIL.

Audiences CADHP, affaire RDC c. Rwanda (fond)

Kigali, Rwanda • Premier procès interétatique de la Cour africaine des droits de l'homme, précédent jurisprudentiel majeur.

[Source : CADHP](#)

12-13
SEPT.

Sommet BRICS (New Delhi)

New Delhi, Inde • 11 membres, présidence indienne. Nouvelles adhésions potentielles (Zimbabwe, Nigeria). BRICS Pay, financement africain.

[Source : Carnegie Endowment](#)

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID-AES), créée en mars 2025, est la première institution financière propre à l'Alliance des États du Sahel. Son capital initial est estimé à 10 milliards de dollars américains, financé par les contributions des trois États membres et par un prélèvement confédéral de 0,5 % sur les importations non-AES. Son siège est à Bamako (Mali). La BCID a tenu sa deuxième session ordinaire du Conseil d'administration le 8 juin 2026, validant son plan d'action d'opérationnalisation. Ses statuts ont été déposés à la BCEAO à Dakar, ce qui illustre la tension persistante entre l'ambition souverainiste de l'AES et sa dépendance technique aux institutions de la Zone franc. La BCID vise à financer les infrastructures, l'agriculture, l'industrie et les projets transfrontaliers de la Confédération, constituant l'alternative aux IFI traditionnelles.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Convention africaine de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo, 2014) est le principal instrument juridique continental en matière de criminalité informatique, de transactions électroniques et de protection des données personnelles. Elle est entrée en vigueur le 8 juin 2023 après la 15^e ratification. En juin 2026, 16 États africains l'ont ratifiée (dont les plus récents : RDC, Madagascar et Lesotho), et 39 États membres de l'UA n'ont toujours pas franchi ce pas. La Convention établit des obligations pour les États parties en matière de législation nationale sur la cybercriminalité, de création de CERT nationaux, de coopération judiciaire transnationale et de protection des données personnelles. La signature par le Maroc d'un accord avec le Réseau africain des autorités de cybersécurité (ANCA) pour un Centre de coordination à Rabat s'inscrit dans la dynamique de mise en oeuvre de cet instrument, mais la couverture normative reste incomplète.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) de l'Union africaine est l'organe consultatif de l'UA représentant la société civile africaine. La notion de 6e Région désigne, dans l'architecture de l'UA, la diaspora africaine mondiale. Cette 6e Région est officiellement reconnue dans l'Acte constitutif de l'UA mais a longtemps été dépourvue de mécanismes de représentation institutionnelle opérationnels. Le Cadre légal de la Diaspora, approuvé par l'UA en 2025 après le 9e Congrès panafricain de Lomé, a permis d'ouvrir pour la première fois les 20 sièges diasporiques de l'ECOSOCC à candidature avant le 15 juillet 2026. Les élections prévues entre septembre et octobre 2026 transformeront une reconnaissance rhétorique en fait de gouvernance effectif, en donnant à la diaspora mondiale (estimée à 95 milliards de dollars de transferts annuels) une voix institutionnelle dans l'organe consultatif de l'UA.

S R U B R I Q U E

Ressources & Publications

1. Banque africaine de développement [Perspectives économiques en Afrique 2026](#) · 2026. Projections de croissance régionalisées, analyse du déficit de financement (1 300 milliards USD/an), données sur l'inflation et les flux de capitaux.
2. Policy Center for the New South [Reconfiguration des alliances extérieures de l'AES : vers une souveraineté sécuritaire intégrée ?](#) · Policy Brief 22-26, Rabat, avril 2026. L'analyse de référence sur la transformation des partenariats sécuritaires de l'AES.
3. Africa Center for Strategic Studies [Widening Scope of Africa MIG : Threats and Resilience](#) · mai 2026. La cartographie la plus complète de la menace terroriste sur le continent : 4 000 événements violents documentés en 2025.
4. Real Instituto Elcano [Russia's New Security Order in the Sahel and Its Euro-Atlantic Implications](#) · 1er juillet 2026. L'analyse la plus rigoureuse de l'institutionnalisation du dispositif sécuritaire russe au Sahel.
5. Carnegie Endowment for International Peace (India) [Managing Divergence : India's BRICS Presidency in 2026](#) · 5 juin 2026. L'analyse la plus rigoureuse de la présidence indienne des BRICS+ : enjeux des nouvelles adhésions, BRICS Pay, tensions internes du bloc.
6. Global Witness [Cobalt and Conflict : Tracing the Supply Chain from Eastern DRC](#) · rapport juin 2026. Analyse de la chaîne d'approvisionnement du cobalt depuis l'est de la RDC, implication du M23 et du Rwanda.
7. Al Jazeera [Who Will Control Africa's AI Infrastructure, and at What Cost ?](#) · enquête, 26 juin 2026. L'investigation la plus complète sur les enjeux de souveraineté des data centers IA en Afrique et les clauses CLOUD Act.
8. Afrique Confidentielle [Corridor de Lobito : la guerre des rails et du cuivre que se livrent Washington et Pékin](#) · 8 juin 2026. L'analyse stratégique la plus complète sur le corridor de Lobito, avec la structure de financement détaillée et les contre-mouvements chinois.
9. Reuters [Congo Pivots Westward Under Cover of Cobalt Controls](#) · analyse, 24 juin 2026. Le pivot congolais vers l'Occident sur le cobalt : analyse des mécanismes de quotas et de l'accord tripartite EVELution-EGC-Trafigura.
10. Barracuda Networks [Africa's Evolving Cyberthreat Landscape : From DDoS to Financial Ransomware](#) · blog analyse, 23 juin 2026. Le basculement structurel du DDoS de masse vers le ransomware financier en Afrique : données et analyse par pays.

Nos services · Accompagner les décideurs

Noeîn & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au coeur de leur action.

VEILLE **Veille stratégique sur mesure**

Notes bi-mensuelles confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.

CONSEIL **Conseil en intelligence économique**

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.

FORMATION **Formation & conférences**

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.

RELATIONS **Relations institutionnelles**

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.

ÉVALUATION **Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique**

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

ÉCHANGER AVEC NOTRE ÉQUIPE

Mission, intervention ou abonnement premium www.noein-cie.com · deve.mabougou@noein-cie.com

Noeîn & Cie. Expertise · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Directeur de la publication : Deve Mabougou, Fondateur & Président · Bulletin édité tous les quinze jours (vendredi) · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noeîn & Cie. Tous droits réservés.